



Extrait du www.acdn.net

<https://acdn.net/spip/spip.php?article1125>

Bure à la veille du 16 juin 2018

- Accueil - Actualités - Communiqués -

Date de mise en ligne : vendredi 15 juin 2018

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés



Aujourd'hui, à Bure comme dans les villages voisins ou les villes plus éloignées, la préparation de la journée du 16 juin à Bar-le-Duc bat son plein. Plusieurs milliers de manifestants (au moins 2000, dont 1200 sont annoncés en cars), sont attendus dans la préfecture de la Meuse. *L'Est Républicain* du 13 juin a consacré deux pages centrales à cette « journée festive et familiale », avec des interviews et un article à tonalité positive sous le titre « Bure : le débat s'invite à Bar-le-Duc ». Conférences le matin, défilé et animations l'après-midi, jusqu'à 21 heures. Les organisateurs, dont l'EODRA (association des Elus Opposés à l'enfouissement des Déchets Radioactifs), ont coopéré avec la préfecture, la mairie et les commerçants pour faire de cette journée un événement paisible, sans dégât ni affrontement avec les « forces de l'ordre ». On y compte bien.

Le 13 juin, j'étais à Bure où j'ai pu visiter la Maison de Résistance, à l'invitation de Joël, un ancien permanent de la Maison, et avoir des échanges avec ses occupants. Ils sont actuellement une quarantaine, dont des bénévoles arrivés pour le 16 juin. En soirée, j'ai participé avec une bonne vingtaine de personnes à un débat sur le nucléaire militaire et ses liens avec le civil. Très intéressés par le sujet, la plupart des participants (moyenne d'âge autour de 25 ans) ne le connaissaient pas ou peu, et la discussion a duré plus de deux heures. Elle a permis de mettre en évidence le fait que le nucléaire militaire est à l'origine du nucléaire civil, qui lui sert d'alibi et de cache-sexe. La lutte contre le nucléaire « de la mine aux déchets » sera victorieuse le jour où les pouvoirs publics seront obligés de décider et de mettre en oeuvre la sortie la plus rapide possible du nucléaire tant militaire que civil. Mieux vaudrait que cette décision politique soit prise avant la catastrophe nucléaire, d'où qu'elle vienne. Faire entendre cette évidence n'est pas facile pour autant.

Les occupants de la Maison sont encore traumatisés par la « perquisition » illégale, en fait la violation de domicile, les interpellations brutales, l'enlèvement de matériel informatique et autre, qui se sont produits le 22 février 2018 à la suite de l'évacuation musclée du Bois Lejuc. Une voiture de gendarmes stationne encore nuit et jour à proximité de la Maison. Plusieurs procès ont eu lieu contre des manifestants et d'autres sont en cours contre des « responsables » présumés, « identifiés » parce qu'ils avaient porté la parole des opposants à Cigeo et poursuivis depuis la première perquisition (légitime celle-là) qui avait eu lieu le 20 septembre 2017 sur commission rogatoire, en lien avec une enquête pour « association de malfaiteurs ». On ne s'étonnera pas que les occupants de la Maison de Résistance n'aient pas vraiment le sentiment de vivre dans un « Etat de droit ». Autant que j'aie pu en juger par leur accueil très "cool", ils surmontent néanmoins cette expérience douloureuse et préparent avec optimisme la journée festive et conviviale de demain.

L'Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN) apporte son soutien à cette manifestation et appelle nos concitoyens à y participer en nombre et à en faire un vrai et grand débat public.

Jean-Marie Matagne, président d'ACDN